

# BONGO DOIT PARTIR



---

## Bureau du Président



### **Discours de vœux de nouvel an du Dr. Daniel Mengara à la nation gabonaise : « Pour que le Gabon change, la peur doit changer de camp »**

Le 4 janvier 2010

Gabonais, Gabonaises

Chers compatriotes.

Il me fait l'honneur, comme à l'accoutumée, de revenir vers vous en ce début de nouvel an non seulement pour vous souhaiter une bonne année 2010, mais aussi pour vous transmettre mes meilleurs vœux de longévité, de prospérité et de bonheur. Je tenais également, après quelques mois de silence méditatif, à renouer le contact avec vous aux fins de vous exposer ma vision du Gabon et de ses perspectives d'avenir.

Je sais ce nouvel an empli d'incertitudes, de doutes, de déceptions et de découragements. Pour beaucoup d'entre vous, la mort d'Omar Bongo en 2009 fut une libération et un grand soulagement car Dieu, dans sa miséricorde, avait pris sur lui de débarrasser le Gabon de cette mécréance. En foudroyant le dictateur, il a voulu donner à notre peuple l'espoir de la construction d'un Gabon Nouveau, un Gabon débarrassé du bongoïsme et de tout l'état mafia qui, pendant 42 ans, a pillé et meurtri la nation. L'échec fait à nos aspirations ne doit cependant pas nous décourager. La lutte doit continuer car le signe de Dieu ne trompe pas. Il a montré la voie. A nous de savoir suivre.

Je ne serai donc pas de ceux-là qui pleurnicheront autour de la mort du dictateur ou qui lui feront des fêtes nationales en le présentant comme un grand homme sans lequel le Gabon n'aurait jamais connu de paix. Omar Bongo n'a strictement rien apporté à notre pays en dehors du pillage systématique et les 42 années passées sous son règne restent des années perdues, je dirais même des années noires dont le souvenir doit être banni de la mémoire nationale. Que vaut la paix que l'on ne cesse de nous vanter depuis 42 ans, réellement ? Que vaut la paix dans la misère et la mort lente ? Que vaut la paix des maladies non soignées et des cabinets de médicaments vides dans des hôpitaux devenus mouvoirs ? Que vaut la paix dans un pays où la misère fait chaque année autant de victimes en tant de paix qu'un pays en pleine guerre civile ? Que vaut la paix dans un pays où un enfant sur cinq meurt avant son premier anniversaire ? Ce n'est pas cela qu'on appelle paix ; c'est une illusion. Voilà pourquoi dans le Gabon des vrais Gabonais, personne ne regrettera la mort d'Omar Bongo.

Omar Bongo était un criminel et je suis convaincu que le mal qu'il a fait à notre pays pendant 42 ans lui aura réservé une place de choix dans l'enfer de Belzébuth auprès de Satan et non dans le paradis de Dieu. Dieu, tout chrétien le sait, ne pardonne ni aux faiseurs de mal sans scrupules ni aux assassins invétérés.

C'est pour cela que l'enfer existe car Dieu savait d'avance que certains hommes animalisés par le goût du pouvoir, de l'argent et la perversité iraient y brûler éternellement, surtout quand, comme Omar Bongo, ils meurent dans l'arrogance et sans repentance. Omar Bongo est non seulement mort sans repentance, il a également laissé en place un système fait pour continuer à meurtrir ce même peuple, avec à l'appui une présidence monarchisée par laquelle il s'est assuré que son fils continuerait l'œuvre démoniaque qu'il avait commencée. Le Gabon a maintenant été transformé en la propriété privée d'une famille qui en fait désormais ce qu'elle veut. On ne peut pardonner un tel crime et aucun Gabonais digne de ce nom ne pardonnera jamais ses crimes à Omar Bongo.

Aussi, contrairement à André Mba Obame qui, pendant la campagne présidentielle de 2009, avait dit vouloir ériger un monument à la mémoire d'un Omar Bongo qui, pour lui, était un grand homme, je dirais qu'il faut non seulement débaptiser tous les édifices qui portent encore ce nom maudit au Gabon, mais aussi, plutôt, construire un monument à la mémoire des victimes des régimes Bongo, père et fils confondus. Contrairement à Monsieur André Mba Obame qui n'a cessé de maintenir que le Gabon était une démocratie jusqu'à la mort d'Omar Bongo—ce que je trouve insensé—je dis plutôt que c'est Omar Bongo qui a tué la démocratie au Gabon, avec l'aide justement du désormais « opposant » André Mba Obame qui, paradoxalement, s'est lui-même présenté lors de la campagne présidentielle comme l'artisan du système Bongo depuis la conférence nationale. Il en a même revendiqué l'héritage sans pour autant clarifier si cette revendication incluait le legs de mort, de crimes et d'exactions qui, depuis 1990, ont meurtri le peuple et fait reculer la démocratie dans notre pays ! Il ne faut donc pas s'étonner de l'arrivée d'Ali Bongo au pouvoir car son avènement n'est que le résultat logique du travail qu'Ali Bongo, Mba Obame et Omar Bongo ont fait ensemble pour tuer la démocratie conquise par les Gabonais en 1990. Il faut par conséquent, à mon avis, cesser de tromper le peuple, et surtout, tenir des discours cohérents. On ne peut pas, dans la même foulée, vouloir réparer le mal fait par les bongoïstes sous Omar Bongo, et rester bongoïste comme le fait Mba Obame. On ne peut pas prétendre combattre un régime dont on ne rejette pas totalement l'héritage, surtout quand cet héritage est aussi criminel, aussi animalisant. Bongo n'a jamais été un grand homme. L'affirmer, c'est insulter les Gabonais. Promettre un monument à sa mémoire, c'est rouler le peuple dans du caca. Nous ne tolérerons jamais un tel affront de la part des bongoïstes. Je dis donc qu'il faut arrêter de tromper le peuple.

Tromper le peuple, c'est se reconvertir en opposant deux semaines avant une élection présidentielle et se déclarer tout d'un coup prêt à défendre les intérêts et les droits d'un peuple dont on fut pourtant l'un des plus grands bourreaux ; tromper le peuple, c'est dire au peuple avant et pendant l'élection présidentielle d'aller voter, de ne pas s'inquiéter car, en tant que créateur du système de fraude en question, il n'y aurait pas fraude; tromper le peuple, c'est lui promettre de défendre son vote, puis ensuite, une fois le vote volé, s'en remettre aux mêmes Cour constitutionnelle et institutions de la République bongoïste qui, depuis 42 ans, n'ont jamais su ce que dire le droit voulait dire ; tromper le peuple, c'est quand ensuite, en guise de défense du vote populaire comme promis, on se lance dans une grève de la faim qui signalait, en réalité, qu'on avait réussi à détourner, dans un plan macabre, l'électorat de l'opposition vers une voie de garage qui garantissait la victoire au « frère » avec qui on avait travaillé des années durant pour consolider un système visant à écraser et atomiser l'opposition.

Tromper le peuple, c'est ensuite faire croire qu'il suffit de créer un énième parti politique pour aller participer à une énième élection présidentielle ou législative perdue d'avance car reposant sur les mêmes institutions, le même parlement, la même Cour constitutionnelle, le même code électoral et le même état policier qui ont, plus que jamais, rendu caduque toute possibilité de transition démocratique par les urnes au Gabon. Qu'est-ce qui a changé dans le système actuel depuis l'élection présidentielle qui fasse croire qu'une énième élection perdue avec des partis alimentaires guérira les maux du Gabon ? Ce n'est certainement pas l'intérêt des Gabonais que l'on défend ainsi, je pense.

Tromper le peuple, c'est aussi se pavaner avec un gros ventre après avoir été arbitrairement intronisé Président de la République alors même que l'on est frappé d'illégitimité et que dans le cerveau, c'est le vide total et le manque de vision, c'est-à-dire ces tares qui ont fait que, pendant la campagne présidentielle, on pompe sur le programme du BDP-Gabon Nouveau pour en faire son programme d'état

alors même qu'on ne comprenait rien de la genèse ou du pourquoi d'un tel programme ; pire, se pavaner avec fierté comme Président quand on a recueilli, non pas la majorité absolue des suffrages, mais la minorité du vote populaire, apparaît à mes yeux comme le comble de l'idiotie. Mais cela ne devrait étonner personne. Les Bongo sont comme des animaux : ils ne connaissent pas la honte. Le père a régné toute sa vie sur la base du faux et de l'illégitimité totale. Le fils commence son règne sur la base du faux et de l'illégitimité totale. On ne se refait pas. Une fois mauvais, on demeure mauvais. Il n'y a que cette famille au Gabon pour tirer fierté des actes les plus niais. En les Bongo, aucun sens de l'honneur, juste l'esprit de mafia.

Voilà pourquoi Ali Bongo, installé dans un trône usurpé, se permet d'annoncer de vagues réformes vides de sens. Il veut « l'émergence », mais il est bien incapable, par langue de bois, d'expliquer de quoi il veut « émerger ». Il sait bien qu'il aurait alors à jeter l'œuvre démoniaque de son papa dans les égouts de l'histoire vu que c'est de sa débâcle de 42 ans qu'il faut émerger. Ali Bongo parle de la réforme de l'état, de l'état de droit, d'investissement et de promotion de l'entrepreneuriat au Gabon sans même se rendre compte qu'aucune de ces mesures ne peut marcher dans un pays qui ne garantit aucune des libertés fondamentales nécessaires à une telle démarche. Toute personne ayant fait un minimum de lectures en principes d'économie libérale, la seule qui soit capable de développer le secteur privé par la promotion de la petite et moyenne entreprise, vous dira que développer l'entreprise ne peut se faire dans un cadre où les libertés fondamentales, c'est-à-dire les libertés de s'exprimer, d'entreprendre, de circuler et de créer, n'existent pas.

Dans un pays comme le Gabon où le droit de créer, de parler, de circuler ou d'entreprendre dépend d'un système quasi féodal où ne peuvent avancer que ceux qui font allégeance aux Président et régime bongoïstes, on a presque envie de rigoler des inepties que pond « Bébé Bongo » depuis son illégitime intronisation. Et on a envie de lui dire, « Monsieur le biaffre », n'utilisez pas n'importe comment le mot « Réforme ». Ce que vous avez annoncé n'est point une réforme, mais des « mesures » cosmétiques, donc superficielles et forcément ponctuelles et palliatives, telles que n'importe quel zouave voulant impressionner sa galerie au moment de la prise de pouvoir en annoncerait. Mais ces mesures auront tôt fait de montrer leurs limites et de retomber dans l'arbitraire habituel car elles ne sont basées sur rien de fondamental, rien de durable, et rien de soutenable sur le moyen ou le long terme. On n'obtient pas l'état de droit par des incantations. L'état de droit vient quand on s'attaque aux fondamentaux d'un état, c'est-à-dire aux institutions, avec pour but l'insertion, dans la Constitution, des équilibres judiciaires et législatifs qui donnent réellement au parlement le pouvoir de légiférer et aux Cours de la République le droit d'appliquer et de dire le droit sans entrave de la part de l'Exécutif.

Que vaut la démocratie si le citoyen ne peut ni s'exprimer, ni entreprendre, ni circuler librement ? Que vaut la démocratie si les médias et les journalistes ne peuvent s'exprimer sans craindre la fermeture ou les arrestations ? Que vaut, Monsieur, une « réforme » de l'état si aucune Cour de la République ne peut librement ordonner l'arrestation d'un Président de la République ou celle d'un Ministre coupable de crimes, et que vaut l'état de droit si le parlement ne peut destituer un Président de la République ? Il me semble qu'il n'y a aucun article dans la Constitution gabonaise actuelle qui donnât un tel pouvoir au Parlement ? Le saviez-vous au moins ? Mais comme je me doute que, comme votre papa, vous n'avez jamais lu cette Constitution, je ne vous en ferai pas la leçon. Mais, de grâce, ne parlez pas de réforme en brandissant des inepties car, je vous le demande, que vaut l'état de droit si les organes de l'état restent réfractaires au droit et si vous ne vous rendez même pas compte du désastre institutionnel qu'a été votre frauduleuse élection ? Et que valez-vous comme Président si vous ne vous rendez même pas compte que la Constitution sur laquelle vous réglez est un vrai foutoir, un chiffon qui a besoin d'être revu dans sa totalité ? Cette Constitution-chiffon faite de copiés-collés aux humeurs d'Omar Bongo ne fait en tous cas nullement honneur à notre pays.

Il me semble, par conséquent, que le style de Bongo le fils est exactement le même que le style de Bongo le père. Dans cette famille maudite, on croit que gérer un pays se fait à partir de la Présidence de la république où un roitelet arrivé par miracle au pouvoir se contenterait d'invectiver et de lancer des incantations, comme si le développement d'un pays pouvait se concevoir à partir de la volonté d'un seul

homme à la grosse tête. Un pays se gère à partir du bas, c'est-à-dire à partir des intelligences citoyennes qui, lorsqu'elles jouissent du cadre institutionnel adéquat, se décuplent. Autrement dit, dès lors que l'on donne à un peuple toutes ses libertés fondamentales, le progrès ne se fait jamais attendre et ce peuple assure lui-même le développement de son pays. Ali Bongo, comme son père, croit que le développement du Gabon se décrète depuis le palais moisi du bord de mer. Voilà pourquoi on annonce 900 milliards à investir dans un pays où aucune institution n'existe qui soit capable de suivre valablement l'utilisation de ces sommes, d'en contrôler la circulation et la finalité. Et voilà le miracle bongoïste décrété, l'émergence proclamée de la résurgence de la bêtise quadragénaire, à l'image des fameuses fêtes tournantes qui ont tourné le peuple en bourrique sous un Omar Bongo comateux ! Et je ne parlerai même pas des faramineuses sommes d'argent sorties du trésor public—près de 300 milliards de F CFA—et dépensés par Ali Bongo pour s'acheter l'élection et s'accaparer de tout le bord de mer de Libreville qu'il a saturé de sa repoussante effigie, comme si les Gabonais avaient besoin de souffrir une telle vue. Et c'est après un tel gaspillage d'argent dans une élection dont le résultat était pourtant connu d'avance que le rejeton bongoïste ose maintenant se muer en gestionnaire respectueux des finances publiques ? Ne faites pas rigoler les vrais Gabonais, Monsieur « le Biaffre ».

Il ne faut donc pas espérer, mes chers compatriotes, de miracle car au pays des Bongo, on est plutôt dans les prestidigitations et les illusions : tel père, tel fils.

Lors des élections présidentielles de 2009, le peuple a espéré la démocratie et l'avènement d'un état de droit qui puisse apporter des solutions immédiates aux problèmes d'insécurité, de chômage, de santé, de misère et de développement chroniques qui ont gangrené le pays sous Omar Bongo. On a vu, hélas, le bongoïsme se renouveler et on a vu le même régime qui, pendant 42 ans, avait trahi les aspirations du peuple, installer, à la place de Bongo le père, un Bongo le fils qui, tel père tel fils, s'était déjà avéré, sous son père, comme un criminel de bas étage, donc un homme à combattre avec la plus grosse énergie.

Les causes de l'échec de l'alternance politique lors des élections présidentielles de 2009 sont multiples, mais simples à expliquer. Si le Gabon n'a pu se débarrasser du bongoïsme et du régime qui en sous-tend la philosophie, c'est en grande partie à cause de cette incroyable naïveté collective qui a fait que le peuple gabonais, tout comme sa classe politique d'opposition, ait continué à croire que c'est par le simple fait des urnes et du vote que le Gabon se libérerait. Mais comme je l'ai toujours dit, ce n'est ni par le vote, ni par les urnes que le Gabon se libérera, mais par la violence, quelle qu'en soit la forme ou la cause, car c'est là un passage obligé par lequel les Gabonais devront forcément passer s'ils veulent se défaire du joug de la monarchie des Bongo. Il ne faut pas confondre le Gabon avec un pays démocratique. C'est dans les pays démocratiques avec des institutions fortes qui garantissent l'intégrité du vote que l'on s'organise politiquement pour gagner des élections. Or, dans le cas du Gabon, il n'y a ni transparence du vote ni intégrité du vote, et le peuple n'a aucune confiance ni en l'état ni en ses institutions, tout simplement parce qu'il n'y a nulle part au Gabon des institutions capables de garantir au peuple que ce serait véritablement son choix qui sortirait des urnes.

Cela veut donc dire que vouloir faire de la politique comme si le Gabon était une démocratie ne sert strictement à rien. On aura beau créer de grands partis politiques d'opposition comme on fait depuis 20 ans, le résultat sera toujours le même. On aura beau participer à des élections comme on fait depuis 20 ans, elles seront toujours perdues d'avance et les partis d'opposition finiront toujours avec quelques députés ou sénateurs alimentaires. On aura beau faire des grèves de la faim pour arracher le pouvoir au PDG, on finira affamé et maigrichon, et à la fin, on ira manger le manioc empoisonné des mangeurs de manioc du bord de mer, sans plus. On aura beau proclamer, comme certains nouveaux opposants l'ont fait lors de la campagne présidentielle, que l'on connaît bien le système de fraude du Gabon parce qu'on l'a soi-même mis en place lors du règne de Bongo le père, et qu'il n'y aurait pas de fraude, cela ne sert strictement à rien d'autre qu'à endormir la vigilance du peuple et à le conduire dans des voies de garage politique visant à pérenniser le système Bongo.

La stratégie diabolique engagée par les « frères » ennemis, il me semble, consistait à atomiser l'électorat de l'opposition qui risquait de se déverser vers Pierre Mamboundou, l'unique candidat de l'opposition qui

jouissait encore d'un peu de crédibilité auprès des Gabonais lors des élections présidentielles de 2009. Et Mamboundou lui-même, hélas, souffrit de l'effet de « Tour d'ivoire » et de « hauteur » dans lequel il s'était enfermé, se voyant « Président » avant l'heure et ne faisant aucun effort de rassembler « les plus petits » qui, par leurs efforts combinés et leur conseil, auraient pu lui donner le pouvoir. Ce n'est d'ailleurs que par mon effort personnel que j'ai pu non seulement distribuer quelques documents au siège de l'UPG, mais aussi rencontrer Richard Moulomba, Secrétaire général de l'UPG, à Libreville en Septembre pour lui exposer partiellement ma stratégie, mais il était déjà trop tard. A aucun moment, hélas, l'UPG ne se rapprocha du BDP avant l'élection pour savoir si nous avions, quelque part, des idées qui eussent pu aider à sauvegarder le vote du peuple. Je garde néanmoins beaucoup d'amitié et de fraternité envers Richard Moulomba que je trouve sincère, et ne voit, en la « hauteur » de l'UPG, que l'effet de la naïveté politique, sans le genre de machiavélisme que l'on retrouve, par exemple, chez des gens comme Paul Mba Abessole ou André Mba Obame.

L'UPG a échoué plus par naïveté politique que par machiavélisme. Et le BDP a préféré ne soutenir directement ni Mba Obame ni Pierre Mamboundou car, à la fin, comme nous l'avions dit avant l'élection, aucun d'eux n'avait annoncé de stratégie gagnante. Leur approche était trop conviviale à notre goût, donc illusoire. Pour le BDP, la seule stratégie gagnante consistait non pas à aller au vote ou à soutenir l'illusion d'un candidat unique de l'opposition, mais à utiliser la campagne électorale et la tribune légale qu'elle offrait aux candidats comme outil stratégique en vue de l'organisation de l'ingouvernabilité au Gabon. Le but de cette stratégie était de galvaniser le peuple et d'unir toute l'opposition autour d'une plateforme revendicatrice visant à bloquer l'élection en vue de la prolongation de ses délais d'organisation, avec comme dimensions importantes la mise en place de garanties anti-fraude par le biais de l'ONU, la révision de la Constitution par voie référendaire et une refonte des listes et de la loi électorales qui fût adéquate. Aujourd'hui, l'histoire a une fois de plus donné raison au BDP-Gabon Nouveau.

Ce qui est sûr c'est que quand la personne qui dit elle-même avoir mis en place le système de fraude qui a maintenu Omar Bongo au pouvoir depuis la conférence nationale de 1990 n'arrive pas à battre Ali Bongo à l'élection, c'est qu'il faut bien me croire, le système électoral et institutionnel gabonais mis en place depuis 1990 par André Mba Obame, Ali Bongo et tous ceux qui ont aidé Omar Bongo à se maintenir au pouvoir ne permettra jamais l'alternance politique démocratique et pacifique au Gabon. Je dis bien « jamais » car ce système ne donne de choix qu'entre le miracle (donc l'illusion), la résignation ou la violence : un point, un trait.

Chers compatriotes,

Tout homme politique qui, dans le Gabon d'aujourd'hui, continuera à vous tenir un discours de paix, de Bongo papa ceci, Bongo papa cela, de sauvegarder la paix ceci, d'éviter la violence ou le piège de la violence cela, n'a certainement rien compris de l'expérience politique gabonaise depuis 20 ans. Un tel homme politique vous trompe et, je puis vous l'assurer, travaille certainement pour Ali Bongo car il sait très bien qu'Ali ne démocratisera jamais le Gabon et que la seule voie vers le changement passe par la violence politique sous toutes ses formes, un point c'est tout. Il s'agit donc aujourd'hui pour chacun de choisir son camp. C'est soit le camp des illusions et des miracles, soit le camp de la vérité et du sacrifice. Soit on est contre Ali et on s'organise pour le bouter du pouvoir par tous les moyens possibles, soit on se tait et on va manger les patates avec lui au bord de mer. Le reste, c'est de la saouïardise et les Gabonais ne se laisseront plus duper par les discours électoralistes alimentaires habituels.

Je le répète donc à qui veut l'entendre. Maintenant qu'Ali Bongo s'est installé au pouvoir par les mêmes fraudes et les mêmes procédures arbitraires qui maintiennent le régime bongoïste au pouvoir depuis 42 ans, il convient plus que jamais pour les Gabonais de se rendre compte, une bonne fois pour toutes, qu'il n'y a pas mille manières de changer le Gabon aujourd'hui, il n'y en a qu'une seule : et cette seule voie passe par la violence politique obligatoire, qu'on le veuille ou pas. Ce n'est pas un choix, mais un fait. Il faudra forcément passer par là. C'est à cette violence politique que le bongoïsme, hélas, a condamné le Gabon. Il s'agit donc pour les Gabonais de se rendre compte que cette violence politique est non seulement inévitable, mais certaine. Il s'agit donc, sachant cette inévitabilité, de la préparer et de s'y

préparer. Et si, d'aventure, il se trouvait encore des Gabonais aujourd'hui qui voudraient le changement mais resteraient opposés à la violence comme moyen de sortir le Gabon de ses misères quadragénaires, alors que ces Gabonais se taisent à jamais. Ils ne mériteront plus de se plaindre quand, demain, ils seront sans emploi ou verront leurs enfants et les enfants de leurs enfants mourir dans un hôpital sans médicaments ou crever dans un accident sur les routes indignes de notre pays. On ne peut pas vouloir un Bongo au pouvoir, ou se résigner à un Bongo au pouvoir, et se plaindre par la suite quand votre enfant meurt à cause des détournements et de la gestion maffieuse d'un Bongo qui passe plus de temps à développer ses propres poches et son propre ventre qu'à se préoccuper des misères du peuple.

Ce n'est donc plus la peine de tergiverser, de perdre son temps dans des processus politiques partisans comme si le Gabon était une démocratie. Il ne faut plus se contenter de participer à des élections alimentaires qu'on sait perdues d'avance ou de faire des marches alimentaires qui sont autant d'appels du pied. Les élections ou les marches alimentaires ne peuvent changer un pays comme le Gabon. Ce n'est pas la peine non plus de continuer à se masturber l'esprit en croyant que le régime Bongo et son nouveau roitelet se lèveront eux-mêmes un beau matin, comme frappés par la grâce divine, pour dire aux Gabonais : « OK, nous avons compris. Dieu nous a parlé dans la nuit et son fils Jésus-Christ nous a commandé de vous donner la démocratie sur un plateau d'argent pour vous éviter de sacrifier vos vies à combattre pour vos droits. » Non, chers Gabonais, le miracle n'existe pas en politique et aucun pays au monde qui ait des institutions démocratiques solides aujourd'hui n'est arrivé à la démocratie par le miracle, l'aide de la France ou l'intervention des Martiens. Les Gabonais doivent vouloir la démocratie ou se taire. Ils doivent comprendre que quand on a un dictateur au pouvoir, la seule manière de le chasser du pouvoir passe par la force. Il faut donc organiser ce rapport de force et non continuer à rêver.

En d'autres termes, pour y arriver, il faut que la peur change de camp.

La peur doit changer de camp parce que, comme l'histoire récente l'a démontré, les activités politiques protestataires ne mènent nulle part si elles ne sont pas coordonnées, assumées et intentionnellement orientées par les leaders politiques d'opposition dans le sens d'une ingouvernabilité totale du pays qui puisse mener au redressement national. En 2009, aucun des leaders politiques engagés dans l'élection comme candidat reconnu n'a voulu s'engager sur cette voie, se privant ainsi du seul « plan B » qui eût pu changer les choses au Gabon. Mes rencontres de Libreville avec Paul Mba Abessole, André Mba Obame et Richard Moulomba de l'UPG m'ont tout de suite montré qu'aucun des candidats en lice n'avait aucun « plan B », et qu'ils étaient non seulement cruellement impréparés, mais également réfractaires à toute action réellement revendicatrice qui fût capable de leur donner le pouvoir que pourtant ils disaient rechercher. Croyaient-ils que le régime allait céder sans y être forcé ?

Le BDP et moi-même nous sommes abstenus de critiquer directement ces candidats avant, pendant et depuis la débâcle électorale pour ne pas endosser la responsabilité de leur échec. Il se serait forcément trouvé des Gabonais quelque part pour dire que c'est à cause du BDP que Mba Obame et Pierre Mamboundou ont échoué. Et depuis Septembre, le BDP s'est tu pour laisser à Pierre Mamboundou et Mba Obame le temps d'aller jusqu'au bout de leur logique puisqu'ils semblaient chacun avoir rejeté la stratégie que nous leur avions proposée. Aucun des deux camps ne fut réceptif à mes propositions et appels au désistement de l'un en faveur de l'autre, et Mba Obame préféra s'en remettre à la sagesse de la Cour constitutionnelle. C'est ce qui a fait qu'ayant fait le tour des leaders dont on aurait pu s'attendre à quelque chose, je me rendis compte que cette élection était perdue, surtout quand j'appris de la bouche de Mba Obame et de Richard Moulomba que ni Mamboundou ni Mba Obame n'avaient même pas à leur disposition 800 procès-verbaux sur les 2800 bureaux de vote que comptait le pays.

Sur la base de quoi proclamaient-ils alors leurs victoires ? Et comment comptaient-ils obtenir gain de cause auprès de la Cour constitutionnelle s'ils n'avaient pas tous les procès-verbaux et si, en parallèle, ils n'étaient pas prêts à assumer la responsabilité d'une ingouvernabilité réelle dans le pays qui eût pu leur donner la victoire dans le cadre du plan que nous avions proposé ? De tous les leaders politiques que j'avais rencontrés, seul Eyegue Ndong semblait comprendre ma stratégie, mais n'ayant pas été candidat, lui comme moi ne pouvions mener bataille pour des candidats se disant victorieux qui, paradoxalement,

se refusaient à assumer la responsabilité d'une stratégie d'ingouvernabilité qui eût pu leur donner le pouvoir.

J'aurai l'occasion de m'exprimer plus longuement sur ces rencontres avec Richard Moulomba, Eyegue Ndong, André Mba Obame, Paul Mba Abessole et Ben Moubamba dans les semaines et les mois qui viennent. Il suffit, pour le moment, de dire que ni les urnes ni les gesticulations partisans ne serviront plus jamais à rien dans le Gabon politique actuel et seule une action révolutionnaire sera capable de libérer le pays. Aucune avancée politique, d'ailleurs, n'a jamais été obtenue au Gabon sans violence. Sous Omar Bongo, c'est l'ingouvernabilité générale déclenchée dans le pays par la grève étudiante que j'avais causée en 1990 qui avait forcé Omar Bongo à accepter le multipartisme et la conférence nationale de 1990. Les accords de Paris ne furent obtenus que grâce à la pression populaire et Omar Bongo n'a souvent été sauvé que par la naïveté d'une opposition trop crédule et trop conviviale. Il faut par conséquent mettre fin aux attitudes conviviales car le Gabon ne changera pas sans violence. Bien au contraire, il faut intégrer cette réalité dans toute forme d'action politique à mener, et s'y préparer en créant les conditions d'un combat politique réel dont la finalité doit être la suppression totale du bongoïsme au Gabon.

Pour sauver le Gabon, donc, la peur doit changer de camp. Et pour que la peur change de camp, il faut, dans le cadre de l'opposition, organiser cette peur et non la laisser au hasard du peuple ou au hasard des choses comme on l'a fait en laissant Oyem et Port-Gentil se débattre sans leader pour pousser à encore plus de désordre. Le changement ne vient jamais seul. Il faut l'organiser au lieu de continuer à croire, comme le font les opposants gabonais, que le peuple sera capable de se soulever tout seul et d'arracher le pouvoir sans savoir à qui le donner. Quelqu'un doit assumer, sinon c'est de l'irresponsabilité et de l'amateurisme politique.

C'est à cela, donc, que le BDP-Gabon Nouveau va désormais s'atteler. La peur doit changer de camp.

Chers compatriotes.

Si j'ai, depuis mon retour du Gabon en septembre, après avoir vécu le déroulement du vote sur place à Libreville, gardé le silence, c'est pour justement me donner le temps d'une réflexion et d'une méditation qui tiennent compte du nouveau contexte politique gabonais suite aux déboires électoraux qui m'ont privé du droit de participer à cette élection. Croyez-moi, le régime savait qu'il avait tout à craindre de ma candidature, d'où le fait qu'ils aient accepté la candidature de tous, sauf la mienne. Mais qu'à cela ne tienne. Omar Bongo mort, et l'élection perdue, il a fallu au BDP redéfinir les contours du combat autour du nouvel ennemi du peuple qu'est Ali Bongo. Ali Bongo, pour notre mouvement, est à l'image de son père. Et pour cela, il doit être combattu, et cela pour trois raisons principales :

La première est que, Ali Bongo est, à mes yeux, ce que l'on appelle un parvenu : il a hérité d'une structure mise en place par son père et du coup, ne peut prétendre à aucune originalité ni à aucune réalisation personnelle. Son père, lui, a le mérite, au moins, d'être parti de rien alors qu'Ali Bongo a hérité de tout. Parce qu'Ali Bongo ne s'est jamais affirmé dans aucune profession indépendante pour montrer qu'il est capable de survivre ailleurs que dans les jupons de papa, il ne peut que rencontrer le mépris d'hommes comme moi qui n'avons jamais vécu au biberon du bongoïsme. Que représente un homme qui, depuis sa naissance, a toujours vécu sous les jupons de papa, et qui, pour avoir de l'argent pour faire vivre sa famille, est souvent allé pleurnicher sous les jupettes de son père ? Ce n'est donc pas un homme accompli par la force de son travail que nous avons en face de nous, mais un éternel bébé parvenu au pouvoir par la seule force de sa filiation, et rien d'autre. Dès lors, il ne peut mériter le respect que l'on doit aux hommes accomplis par le sacrifice et le travail. Et c'est ce qui le rend dangereux car, comme tous les enfants gâtés, il ne peut que régner par le caprice, c'est-à-dire le type d'arbitraire qui ne connaît ni foi ni loi et auquel son papa nous a habitués.

La deuxième est que, justement, se sachant impopulaire auprès des Gabonais, Ali Bongo ne pourra gérer que par l'arme de la corruption, qui sera pire que sous son père. Parce qu'un homme impopulaire ne peut

asseoir son régime que sous le règne de la corruption, tout l'argent du Gabon va y passer et aucune réponse concrète ne pourra être apportée aux souffrances des Gabonais.

La troisième est que, comme corollaire de son impopularité, Ali Bongo ne pourra que gérer par l'arme de la dictature car il aura besoin, pour affirmer son autorité, de s'imposer à tous ceux qui oseront se mettre en travers de son chemin : il pratiquera la chasse aux sorcières dans les administrations publiques où il fera semblant de « nettoyer » l'état de la mauvaise graine, alors qu'en réalité il sera en train de débarrasser l'administration publique des gens qui ne l'ont pas soutenu aux élections ; il pratiquera, comme on l'a vu dès ses premiers jours, la fermeture des journaux, car il ne pourra s'accommoder de la remise en question de sa prise de pouvoir frauduleuse ; il tuera, procédera à des arrestations d'opposants politiques et musèlera les institutions de la République, exactement comme son père le fit, mais en pire, car Ali Bongo n'a aucun scrupule. Ali Bongo devra donc forcément se muer en dictateur s'il veut se maintenir au pouvoir.

Pire, avec Ali Bongo a commencé le règne d'une monarchie présidentielle au Gabon qui risque de ne point se terminer. Comme je l'ai toujours dit, la politique, c'est comme la physique : les mêmes causes y mènent toujours aux mêmes effets. Ce qui a fait que Bongo le père prépare Ali Bongo à la succession n'avait rien à voir avec l'intérêt du Gabon ni le désir d'éviter une transition violente au pays. Ali Bongo est venu au pouvoir parce qu'il était le meilleur garant des intérêts personnels de la famille Bongo. Du coffre fort rempli de milliards tirés du trésor public que Bongo gardait dans son bureau pour contrôler financièrement le pays, aux villas et biens financiers et matériels accumulés par le clan Bongo en dedans et en dehors du Gabon, personne d'autre qu'un Bongo ne pouvait garantir la sauvegarde de ces biens. Cela m'amène à dire que ce que Bongo le père a fait pour éviter à sa famille de tout perdre, Ali Bongo sera obligé de le faire aussi en mettant un autre Bongo, peut-être un de ses propres enfants au pouvoir après ses propres 40 ans de règne, ce qui ferait du Gabon la propriété personnelle de la famille et du clan Bongo.

Et c'est la combinaison de tous ces facteurs qui fera d'Ali Bongo le pire dictateur que le Gabon n'ait jamais connu. Et il le restera pendant 40 ans comme son père si les Gabonais se résignent à l'inacceptable.

A cette éventualité, je dis simplement non. Le Gabon ne saurait devenir la propriété d'une famille ou d'un petit clan d'individus. S'il y a donc un travail politique à faire dans le Gabon d'aujourd'hui, ce travail se résume à deux choses essentielles : empêcher la famille et le clan Bongo de faire du Gabon leur propriété privée, et, pour ce faire, organiser l'ingouvernabilité systématique au Gabon en vue d'y instaurer une démocratie électorale qui soit garante des choix politiques du peuple gabonais. Et pour que cela arrive, chers compatriotes, la peur doit changer de camp.

A tous ceux qui, frappés par la naïveté gabonaise habituelle, se laisseraient encore tenter par l'attentisme, ou le discours qui consiste à dire qu'il faut laisser le temps à Ali Bongo de se prouver, je dis, sortez de vos illusions. Ali Bongo a déjà fait la preuve de son incompatibilité avec les aspirations du peuple. Un homme qui commence son régime sur le faux, en sachant très bien que son élection est contraire aux principes de la démocratie, ne mérite pas le respect du peuple. Or, Ali Bongo s'est non seulement bien accommodé des institutions anti-démocratiques léguées par son père qui l'ont porté au pouvoir, il est également incapable de la moindre réforme en faveur de la démocratie car il sait qu'une telle réforme lui serait fatale sur le plan politique. Et ce n'est pas de la Cour constitutionnelle et du parlement bongoïstes actuels que l'on attendrait une remise en question du statut quo. Dès lors, donc, que la base républicaine et institutionnelle à partir de laquelle Ali Bongo est appelé à régner sur le Gabon est fautive, le pouvoir d'Ali Bongo doit être perçu comme illégitime et aucun Gabonais ne doit le reconnaître comme Président de la République. Et tant que les institutions de la République seront sous le joug d'un seul homme parce que divinisé par la Constitution-chiffon actuelle, il faudra combattre cet homme, le rejeter et viser coûte que coûte à instituer, dans le sillage de sa chute, un Gabon nouveau et démocratique.



Voilà pourquoi j'annoncerai, d'ici deux semaines, la transformation du BDP-Gabon Nouveau en une structure d'action radicale dont toute la philosophie politique s'orientera désormais vers la mise en place d'un vaste réseau national clandestin en vue de la restitution du Gabon aux Gabonais, par tous les moyens possibles. Je lancerai alors un appel au rassemblement de tous ceux, et uniquement de tous ceux qui, désormais, ont compris que, contrairement aux marchands d'illusion qui veulent encore continuer à faire croire qu'on peut mettre fin au régime Bongo par la participation à des élections alimentaires perdues d'avance, ou par le miracle, il n'y a qu'une seule voie et une seule vers le changement de régime au Gabon. Et c'est vers cette unique solution que le peuple Gabonais dans toute son entièreté doit être convié à travailler, désormais.

La peur doit changer de camp.

Vive le Gabon libre.

Vive la République.

Fait à Montclair, New Jersey (USA), le 4 janvier 2010

Dr. Daniel Mengara  
Président  
BDP-Gabon Nouveau

P.O. Box 3216 TCB  
West Orange, NJ 07052  
Tél./Fax: 973-447-9763